

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°19780 - 76ÈME ANNÉE

QUAND DECATHLON CHOISIT MAURICE, C'EST LA SIMPLE MANIFESTATION DE L'OBSOLESCENCE DU MODÈLE ACTUEL DE DÉVELOPPEMENT



Decathlon, géant français du commerce de matériel de sport, est installé à la Réunion depuis de nombreuses années. Pourtant le groupe choisit d'installer à Maurice son hub logistique pour l'Afrique. C'est le symbole d'un modèle de développement qui est obsolète.

DÉCATHLON, UNE MULTINATIONALE FRANÇAISE

Decathlon est une entreprise française de grande distribution de sport et de loisirs, créée en 1976 par Michel Leclercq. Le groupe Decathlon n'est pas coté en bourse, mais détenu par un actionnariat familial composé de trois collègues : la famille de l'ex-président fondateur, des salariés et la famille Mulliez. Son siège se situe à Villeneuve-d'Ascq. Avec plus de 1 178 magasins répartis dans 69 pays, le groupe estime son chiffre d'affaires global à plus de 11,3 milliards d'euros annuellement en 2018.

Ce géant français s'est installé à la Réunion où il a plusieurs grande surface. Sa stratégie de développement passe par des partenariats dans l'océan indien. Il prépare donc avec le groupe mauricien ENL l'ouverture de son premier magasin à Maurice. Mais coup de tonnerre, le groupe décide d'installer sa plateforme logistique pour l'Afrique aussi à Maurice.

MAIS ELLE CHOISIT MAURICE POUR SON DÉVELOPPEMENT DANS LA ZONE

D'aucun aurait pu croire que sa plateforme serait installée à la Réunion. Mais c'est méconnaître le nouveau monde dans lequel on vit. Depuis des décennies, il était convenu qu'un des axes de développement de La Réunion est qu'elle devienne un centre d'éclatement pour les entreprises notamment françaises et européennes en direction des pays de notre environnement géographique. Mais visiblement, cette axe est mort née.

Cet axe n'est qu'une mise à jour du colbertisme. Sur un plan économique et politique, le colbertisme est une doctrine qui est apparue au XVIIe siècle. Il est assimilé à la doctrine du mercantilisme. Son nom tient son origine de son créateur, Jean-Baptiste Colbert, contrôleur général des finances de Louis XIV. Colbert est celui qui a systématisé et appliqué cette doctrine en France dès la fin du XVIIe siècle.

La plupart des historiens s'accordent pour voir dans le « *colbertisme* » davantage un ensemble de pratiques économiques qu'un véritable courant de pensée économique. Pour autant, le « *dessein* » et la « *volonté* » colbertistes auront une influence profonde sur la pensée économique française, et même concurrencés au XVIIIe siècle par le physiocratism, puis par le libéralisme économique, les principes colbertistes demeurent profondément associés dans ce pays à la définition du rôle de la nation (en politique), de l'État (en économie) et de certaines branches de l'activité nationale (secteur du luxe en particulier avec l'action depuis 1954 du comité Colbert fédérant la plupart des sociétés françaises du secteur).

LE MONDE NOUVEAU NOUS IMPOSE DE REMETTRE EN QUESTION LES FONDEMENTS DE NOTRE PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Il serait grand temps de repenser notre voie vers le développement en dehors des cadres actuels. Il est illusoire de croire qu'une multinationale, même française, fasse le choix de la Réunion pour déployer son développement dans la zone. D'ailleurs cela n'a jamais été le cas. On a plutôt connu des multinationales venir prendre le contrôle d'entreprise locale sans installer sur place de logistique.

Preuve en est, la prise de contrôle totale de la Banque de la Réunion par les Caisses d'Épargne de PACA. Et l'on a vu les centres de décision quitter l'île. Il en est de même avec la Prudence créole racheté par Generali. Le meilleur exemple est la reprise des activités de Vindémia par Hayot, dont le but n'est pas la domination du marché Réunionnais mais de s'installer à Maurice et à Madagascar. Les centres de décisions, dans ce cas, ne vont pas migrer puisqu'ils n'ont jamais été à la Réunion.

L'heure est à l'émancipation économique de la Réunion, ou seul doit compter les intérêts des Réunionnais et non la nationalité de l'acteur économique. Quand commencera le grand chantier du rail, il nous faudra regarder plutôt les transferts éventuels de technologie plutôt que l'adresse du siège social de la société. Pour respecter les accords de Paris, pourquoi ne pas remplacer la flotte de bus par des bus électrique chinois si le fournisseur met en place ici une usine pour la maintenance.

Il faut cesser de parler de patriotisme économique, car à la fin ce sont toujours les Réunionnais les derniers maillons de la chaîne. D'ailleurs le capitalisme est par essence apatride. Son but est la maximisation des profits et non la création d'une société du bonheur.

David GAUVIN

SOLIDARITÉ ASSOCIATIONS : LA PLATEFORME SOLIDAIRE ET LOCALE LANCE UN APPEL NATIONAL À REJOINDRE LE MOUVEMENT POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

I



UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ POUR FAIRE FACE À LA CRISE.

Nous traversons depuis près d'un an une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent, qui affecte directement toutes les couches de la société française. Aujourd'hui, en France, la précarité alimentaire explose, les demandes d'aides sont en augmentation de +20% à +40% selon les associations en 2020 par rapport à 2019.

Chacun peut être concerné. De nombreux bénéficiaires sont, cette année pour la première fois, contraints de solliciter une aide alimentaire. Dans ce contexte morose s'exprime un incroyable élan de solidarité, provenant de personnes et d'organisations issues de mondes différents. Tous souhaitent se rassembler pour former un cercle vertueux capable d'aider ceux qui, dans notre société, en ont le plus besoin.

C'est la vocation de la Plateforme Solidarité Associations : créer ce cercle vertueux et renforcer le maillage des acteurs à l'échelle locale pour gagner en efficacité. Née en avril dernier pendant le premier confinement, cette plateforme est le fruit d'un collectif multi-acteurs : entreprises, associations, logisticiens, startup et partenaires, mettant en commun leurs forces pour renforcer la chaîne de solidarité et lutter contre la précarité alimentaire au niveau local.

“La force du collectif prend tout son sens dans le projet Solidarité Associations : chaque partenaire de l'initiative contribue avec ses forces et son envie. Nous avons autour de la table des acteurs concurrents, que le projet permet de réunir autour d'une cause commune” explique Bertrand Swiderski, directeur RSE du Groupe Carrefour.

En deux clics, la plateforme met en relation rapidement les donateurs et les associations. Son grand atout est sa simplicité d'usage : les entreprises donatrices postent leurs annonces de propositions de dons, les associations leurs demandes, et la plateforme réalise les connexions.

“La plateforme utilise la force du numérique pour connecter les acteurs en local. Nous jouons ainsi un rôle de facilitateur dans les mises en contacts et les échanges”, indique Pierre-Yves Pasquier, cofondateur de Comerso.

Loin de prétendre remplacer les associations, la plateforme est au contraire un outil à leur service pour répondre à l'urgence sociale actuelle et leur permettre d'amplifier l'impact positif de leur formidable travail.



LE COLLECTIF “SOLIDARITÉ ASSOCIATIONS” LANCE UN APPEL NATIONAL À REJOINDRE LE MOUVEMENT !

Tous les acteurs de la chaîne de solidarité sont invités à rejoindre l'initiative : entreprises, quelle que soit sa taille, distributeur, producteur, industriel ou PME, logisticiens, associations, institutionnels ... toutes les forces en présence sont appelées à rejoindre l'initiative.

L'ambition de cet appel ? Rassembler le plus d'acteurs possibles (donateurs et associations) pour collecter et distribuer le plus rapidement possible 2 millions d'équivalents repas supplémentaires aux associations. La plateforme sera pleinement utile si elle peut compter sur la participation de tous pour contribuer à l'effort que la situation nous impose. Plus les donateurs seront nombreux, plus l'offre alimentaire sera diversifiée et pourra répondre aux besoins du moment.

"Notre public et ses besoins se diversifient. Il nous faut récupérer de la part des industriels et des GMS des dons ciblés qui nous aident à proposer une aide alimentaire adaptée, diversifiée, et plus équilibrée."

Valérie Bettinger, responsable du pôle aides matérielles à la Croix-Rouge française.
De nombreux acteurs associatifs (Andes, Banques Alimentaires, Croix-Rouge française) et entreprises (comme Carrefour, Cogepart Group, Danone...) ont déjà rejoint l'aventure.

Les entreprises partenaires donnent des produits alimentaires et non-alimentaires de première nécessité (produits d'hygiène par exemple). La plateforme s'adresse aussi bien aux entreprises qui ne font pas ou peu pas de dons, qu'à celles qui en font régulièrement. En se connectant à la plateforme, celles-ci ont l'opportunité de rencontrer de nouvelles associations et développer de nouveaux partenariats.

Plus il y aura d'acteurs à rejoindre l'initiative et de connexion à la plateforme, plus il y aura de solutions concrètes pour venir en aide aux plus démunis à l'échelle locale.

ÉDITO

COVID-19 : L'APPEL TARDIF DE MACRON

Dans le JDD de ce week-end, Emmanuel Macron appelle « *au lancement d'une initiative internationale pour mieux lutter contre les variantes du Covid-19* ». Plus précisément, il note « *"Nous sommes désormais engagés dans une lutte contre les variants, qui est une véritable course contre la montre. Sans une action collective internationale rapide, efficace et solidaire, nous prenons le risque que le virus nous échappe"* ».



Cette déclaration est un aveu que la stratégie en vigueur depuis un an n'est pas la bonne. Rappelons quand même que le premier discours du Président Macron date du 12 mars 2020 alors que le Président Chinois avait lancé la mobilisation générale le 20 janvier 2020. Le Président Chinois avait décrété la guerre et pris les dispositions adaptées.

À Wu Han, l'épicentre de l'épidémie et la province de Hubei, 56 millions de personnes ont été mises en quarantaine stricte. Le 24 janvier, le monde entier assistait à la construction spectaculaire, en 10 jours, du premier hôpital devant accueillir 10 000 patients car les hôpitaux traditionnels étaient saturés. Un bataillon de 4000 ouvriers travaillaient nuit et jour. Le 3 février, il était opérationnel. Des dizaines de salles de conférences et Gymnases ont été réquisitionnées. Le 10 mars, le monde entier diffusait les images du Président Chinois en inspection à Wuhan. La guerre était presque gagnée.

L'Histoire retiendra que c'est 2 jours après cet évènement mondial, le 12 mars, que le Président Macron annonce aux Français que nous sommes en « *guerre contre un ennemi invisible* ». Nous étions à 3 jours du premier tour des Municipales du 15 mars. Son Chef du gouvernement, Edouard Philippe, était en campagne pour la Mairie du Havre. La priorité n'était pas la lutte contre l'épidémie.

Durant 2 mois, la Chine était seule face à une situation inédite, un virus inconnu. La Chine a « *essuyé les plâtres* » pendant que les autres pariaient sur l'effondrement du Parti Communiste. A sa frontière, dans l'absolu, le Vietnam s'est protégé dès le 19 janvier. Le résultat est spectaculaire : 35 morts pour 100 millions d'habitants.

On en reparlera longtemps de cette exception française où en pleine épidémie, la préoccupation était les élections de Maire. Cela fait longtemps que l'OMS appelle à une coordination mondiale.

Ary YEE CHONG TCHI KAN



KANSA IN PÉ D'KONFOR DAN LÉKOL POU BANN MARMAYE ?

Mézami mi domand bien pou kossa noute bann marmaye lékol lé blijé viv épi aprann dann dé kondisyon konmsa.. Antansion, mi vé pa parl lo koméraz distansiel épi prézansyèl :sa sé kan demoun lé konfiné é kan lékol lé fèrmé,mé sak mi vé di sé kan lékol lé konm dabitide ;Lékol mon papa la konu, mwin mèm galman, mon bann zanfan ossi la konète sa é zordi mon bann pti zanfan.

Mi rapèl kan lété la pèryode la shalèr : bann moi konm novanm, désanm, mars-pars mwin la pa konète lékol moi d'févriyé ;téi fé pa sa dann mon tan- kan la shalèr téi shal mi pé dir azot, nou marmaye nou lété maléré,fransh vérité. . Anplis k'in tanpératir téi dépass lo trant –sink dogré, kan ou té fine manz sak i apèl in gro manjé, mi pé dir azot lété pa gayar ditou : lo kor té lour, ou l'avé konm in l'inpréson ou téi flote dann lèr sho,épi oute tête lété anbriyé vèye pa koman .Aprann lékol dann sé kondisyon, lété in vré kalvère.

Sa lété dann tan, mé akoz koméla lé ankor konmsa. Koméla lé possib avoir bann sal dé klass avèk vantilatère, sansa ékstraktèr d'èr –do koi fé dsann la tanpératir ziska sink dogré. Mé in pé i vé toute sal dé klass lé klimatizé.Akoz pa si i ansèrv lo rafraîchisman par lo d'mèr, par lénèrzi solèr é par toute bann téknik douss néna koméla .Mé i fo kant mèm pa tyé kouyon pou pran son plass :lé kant mèm possib fé lékol dann la méyère sézon.

Mézami,mwin sré pou in plan-in vré plan-pou aménaz bann sal de klass avèk toute bann moiyn néna koméla pou moiyéne. Mé pou sa la bézoin toute la kominoté skolèr i mobiliz, i propoz, é sirtou i lèss pa fèr. Marmaye koméla, épi marmaye domin, la pi bézoin alé lékol konm dann tan zot papa-momon zot granpèr-granmèr épi aryèr aryèr. In pé d'konfor, bann pti marmaye i mérite bien sa kant mèm. Sirtou ké lé possib.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433